

LE LOGEMENT DANS LA
PROVINCE DE LIEGE
VU A TRAVERS LES STATISTIQUES

par

René DOUTRELEPONT

Assistant à la Faculté de Droit de l'Université de Liège

AVANT-PROPOS

Le présent exposé a pris corps au sein d'une recherche qui a pour projet l'élaboration d'un *Dictionnaire Statistique des communes wallonnes*. Par la collecte et le rassemblement des informations éparpillées dans de multiples publications officielles ou privées, ce dictionnaire constituera "in fine" *une banque de données*, disponibles sur support informatique.

Articulées en fonction du thème du *changement social*, il importe que les données portent sur une période de temps assez longue (de 1800 à nos jours) et qu'elles soient comparables dans l'espace. En raison de ces contraintes, les informations sont recueillies *au plan communal*. Les mêmes contraintes pèsent sur une étude du logement qui n'est en quelque sorte qu'une des variables organisant le thème général de la recherche.

Les hypothèses de travail qui sous-tendent le "Dictionnaire" en matière d'habitat consistent à supposer *une crise du logement* durant le processus d'industrialisation de la Wallonie, à supposer aussi *la rupture* entre maisons rurales et maisons "urbaines" de type industriel du point de vue notamment de leurs dimensions (nombre d'étages et de pièces par ex.).

Il s'en faut de beaucoup que l'on prétende résoudre ces questions "hic et nunc"; elles sont plutôt abordées afin d'en indiquer l'une ou l'autre voie de solution. Ainsi, l'article ci-joint ne retient que

quelques aspects quantitatifs du logement. Il ressort pourtant de l'évidence que les qualités intrinsèques des habitations, dont il n'a pas été tenu compte, interviennent peut-être de façon prépondérante lorsqu'il importe de préciser une notion telle que le surpeuplement. Le degré d'inachèvement de cet aperçu "statistique" démontre simplement qu'il fait partie intégrante d'une recherche en ce moment inachevée.

I. DE L'IMPORTANCE DES STATISTIQUES POUR L'ARCHEOLOGIE INDUSTRIELLE

Arguer des sources statistiques lorsqu'il est question d'archéologie industrielle peut sembler inopportun puisque l'une et l'autre relèvent, en quelque manière, de méthodes différentes, voire concurrentes au sein du champ scientifique, d'autant qu'elles ont parfois trait aux mêmes objets. Plutôt que d'entamer une polémique qui ne pourrait être de toute façon qu'une revendication de légitimité "scientifique", donc une stratégie, plutôt que d'insister sur un rapport de concurrence, on voudrait mettre en exergue la complémentarité des données statistiques et archéologiques. Puisqu'aussi bien l'on s'adresse à un public d'archéologues, qu'il nous autorise l'économie de la justification de leur discipline pour nous permettre de revendiquer plus longuement le "droit aux statistiques" !

Il n'est pas contestable en effet que l'archéologie pallie les insuffisances des dossiers statistiques, peu soucieux du détail et de l'information qualitative, par ailleurs incomplets puisqu'ils ne relèvent pas toutes les données disponibles à un moment donné. L'examen d'une architecture typique ne se compromet pas dans les grands nombres ou les relevés exhaustifs; la statistique est donc inutile lorsqu'il convient d'atteindre à un haut degré de raffinement dans la description d'un objet ou d'un petit ensemble d'objets.

Pourtant, et de façon quasi similaire, les résultats quantifiés sont nécessaires au bon usage de la démarche archéologique. Leur analyse propose en effet un contexte qui permet de retirer et de relativiser les découvertes, un cadre de référence à partir duquel peuvent être jaugées et agencées les informations de type "archéologique".

Ainsi :

— les données chiffrées permettent des repérages de monuments intéressant l'archéologue industriel. Une carte construite à partir des recensements peut dessiner, par exemple, la localisation et l'importance des maisons anciennes. Elle peut aider à repérer de façon précise les sites privilégiés, qu'il s'agisse de logements, d'usines, de carrières ou de four à chaux...

— deux maisons de même époque, identifiées par l'archéologue industriel, l'une à Bruxelles, l'autre à Gand, constitueront un capital scientifique d'autant plus riche que l'on est instruit par ailleurs du taux moyen d'occupation (respectivement 10 et 4,5 personnes par habitation en 1910, par exemple).

— des objets dont la destination originale s'est modifiée ne prêteraient guère à l'attention si leur fréquence, déterminée d'après les relevés statistiques, ne laissait présumer d'une fonction sociale particulière. Que l'on pense plus précisément aux jardins jouxtant les habitations ouvrières et aux pratiques d'autoconsommation ! D'autres éléments que leur banalité même fait échapper à toute chronique, à toute relation, découragent la recherche archéologique : l'incidence sociale des adductions d'eau courante, de l'installation d'égoûts ou de lignes télégraphiques ne peut cependant être niée. Seuls, les recensements statistiques témoignent exhaustivement de leur présence et de leur localisation à une époque donnée.

— l'influence de l'impôt sur portes et fenêtres, consigné dans les archives, est manifeste quant à l'architecture des bâtiments en plusieurs villes. De même, fixer des normes, définir en quelque sorte le type d'un monument, ne peut être réalisé que sur base d'une grande quantité d'informations. Qu'il suffise, à cet égard, de prendre pour exemple le nombre moyen d'étages par maison ou le nombre de pièces habitées par ménage en tel endroit ! Ce n'est pas à partir des vestiges conservés qu'il est loisible de supputer ce que fut l'habitat dans son ensemble à un moment donné.

Plus généralement, prendre prétexte des statistiques, c'est alléguer à la fois des sources et une méthode bien connues qui ne sont originales que par leur caractère extrinsèque : les résultats qu'elles procurent. C'est en même temps, s'enquérir du rapport de l'élément à son ensemble, de l'objet à son contexte et finalement de la "survivance" à la société qu'elle exprime. C'est encore s'engager dans la voie de la prudence et du contrôle en ne limitant pas ses in-

vestigations à des vestiges qui ont survécu, au détriment de ceux qui, plus éphémères, n'ont laissé de traces que dans les compilations chiffrées. C'est, si l'on veut pour caricaturer et exagérer la logique en ce qu'elle a d'extrême, ne pas se risquer à faire l'histoire de l'architecture au moyen âge à partir des seules cathédrales. C'est enfin supposer que la conjonction de la statistique, de l'archéologie et de leurs méthodes posent certainement le problème des liens qui les unissent, la question de la complémentarité de leur objet.

Plus fondamentalement sans doute, la division institutionnelle du travail scientifique ne peut être prétexte à l'omission d'une méthode qui apparaît comme une technique de rupture vis-à-vis du "savoir spontané" ou encore des impressions premières et souvent erronées du "sens commun". Il n'est pas trop de techniques de prélèvement de savoir scientifique sur l'objet que pour s'autoriser à laisser l'une ou l'autre pour compte. A ce titre, on revendiquera pour les statistiques, c'est-à-dire pour les informations chiffrées et pour leur traitement méthodique, à tout le moins le même statut épistémologique que pour les techniques et résultats de l'observation plus qualitative (1).

Enfin, les sources statistiques et les méthodes qu'elles appellent sont susceptibles de répondre à certaines préoccupations pragmatiques des archéologues et historiens. Elles autorisent la distinction des vestiges rares et des vestiges plus nombreux à une époque où démolition et reconstruction des sites ou monuments créent parfois de vives controverses. Parce qu'elles sont aussi comptabilité, les statistiques servent aussi bien d'arguments qu'elles n'habilitent à choisir entre ce qui mérite absolument la conservation et ce qui peut être sacrifié au "futur des promoteurs immobiliers".

(1) Quand bien même, il adviendrait — et cela est peu contestable — que les "faits observés" soient sélectionnés et agencés — par — et en fonction d'une pratique non-scientifique (administrative par exemple), il ne nous semble pas que le "donné" ainsi pré-construit fût plus que d'autres, sujet à caution, pourvu que l'on prit la peine de critiquer les informations utilisées et d'estimer "les risques" d'erreur ainsi introduits dans l'analyse.

II. LES PREMIERS RESULTATS D'UNE RECHERCHE SUR L'HABITAT DANS LA PROVINCE DE LIEGE

Pour illustrer ce propos de façon plus concrète, on aura comme première préoccupation d'énumérer brièvement quelques sources statistiques disponibles en vue d'une étude du logement. Mentionner les documents utilisés, en détailler la teneur et présenter l'un ou l'autre résultat à titre d'exemple, sera, instamment, notre seconde ambition. Le lecteur ne s'attendra pas à trouver dans l'exposé des relevés complets ou des analyses concluantes. Il s'agit d'une première approche qui, bien qu'achevée au niveau de la récolte des informations (2) n'en demeure pas moins au stade des balbutiements analytiques.

a) Les sources

Les sources statistiques utilisables pour une étude du logement ne laissent pas d'être diversifiées. A titre indicatif, on relèvera :

— *des archives* : le cadastre, les bureaux de l'Enregistrement et des hypothèques, les protocoles de notaires. (Accessoirement les affiches et annonces de ventes immobilières).

Même si ces documents ne se préoccupent pas, initialement, d'assurer une vue globale de la mobilité du logement (qui se traduit par exemple à travers les changements d'occupants), ils permettent de retrouver presque tous les transferts de propriété.

— *les archives des sociétés de construction* : créées à l'instigation des pouvoirs publics (sociétés de logement à bon marché, sociétés de logement pour familles nombreuses...) ou par initiative privée (les charbonnages par exemple) dès la fin du 19ème siècle bon nombre de sociétés ont, malheureusement, omis de conserver quantité de données utiles. Il ne subsiste que des fragments d'information qui obli-

(2) Les chiffres cités ultérieurement ne portent que sur quelques communes alors qu'ils furent recensés pour les circa 360 communes de la province de Liège.

gent souvent le chercheur à modifier ses pistes d'investigations. La consultation des documents tenus par les promoteurs immobiliers qui comptent sans doute parmi les agents les plus actifs en matière d'habitat, s'avère plus rentable.

— *les enquêtes* : à partir de la seconde moitié du 19^{ème} siècle, certaines d'entre elles ont pour objet les budgets ouvriers dont elles analysent les différents postes, y compris les dépenses consacrées au logement. D'autres s'attachent aux conditions de vie des ouvriers et ne manquent pas de renseigner les conditions de logement, déterminants essentiels des comportements quotidiens.

— Il reste enfin les multiples données sur l'habitat comprises dans les *recensements de population*. C'est à partir de celles-là que se fonde le présent exposé (3).

Il importait en effet — puisque le projet du Dictionnaire porte en son principe sur une longue période et sur chaque commune en particulier — que l'on disposât de chiffres comparables à travers le temps et l'espace. Les recensements de 1846, 1866, 1880, 1920, 1947 et 1961, parce qu'ils garantissent la comparabilité des informations ont, en conséquence, constitué l'assise du travail.

b) Mise en rapport des données

Les différents recensements ont permis de relever :

- 1) *les chiffres de population*;
- 2) *le nombre des ménages* (qui s'identifie au nombre de logements puisque le ménage se définit par la vie commune de ses membres en un même lieu, en l'occurrence le logement);
- 3) *le nombre de bâtiments servant à l'habitation* (les intitulés des catégories concernant l'habitat varient selon les recensements. L'obtention d'un dénominateur commun, qui est le résultat de l'addition

(3) Les sources retenues distraient quelque peu du thème général du colloque puisqu'elles ne se confinent pas spécialement au logement des ouvriers, des patrons ou des employés. En ce moment, un plus grand raffinement dans la recherche eût certainement conduit à l'échec.

des diverses catégories administratives, ne pose pas de problèmes insolubles. Les bâtiments retenus pour l'étude sont ceux, habités ou non, destinés exclusivement, principalement ou accessoirement à l'habitation. Les chiffres obtenus sont par conséquent maxima.

Pour chacun des recensements, les différents résultats énoncés sous les deux premières rubriques (population et ménage) ont été systématiquement combinés au nombre des maisons. On obtient ainsi *le nombre moyen d'habitants* et *le nombre moyen de ménages* (ou de logements) par rapport au total des maisons pour chaque commune. La première moyenne corrige la seconde puisqu'elle acte de la variation de la taille des ménages ou, ce qui est identique, du nombre d'occupants des logements. Peu original en soi, le procédé donne néanmoins un aperçu des conditions de logement à travers le temps et l'espace; il pourvoit notamment à la mesure des concentrations de population dans les différentes communes.

On a, d'autre part, tiré parti des recensements plus complets de 1846 et 1961 pour établir et comparer les pourcentages *de maisons* respectivement *sans étage, à un étage, à plus d'un étage*. Ces mêmes recensements ont aussi procuré les chiffres nécessaires à la mesure du *nombre moyen de pièces par habitant* ainsi qu'à un calcul de dispersion : *la répartition des habitants* selon qu'ils occupaient *une, deux ou trois pièces et plus*.

L'estimation des écarts entre la progression du nombre d'habitants et celle du nombre de maisons n'a été réalisée, à ce jour, que pour une quantité restreinte de communes. A l'avenir, notre ambition est d'exprimer ces écarts, pour chaque entité communale, sous forme exponentielle.

Enfin, le nombre de maisons vides, qui est en soi un indice de sous-peuplement, n'a plus fait l'objet de recensements après 1846. On ne l'a donc pas retenu au contraire de la carte *du vieillissement de l'habitat*, par commune, élaborée par l'Atlas du Survey National (4) sur base des données de 1947 et 1961.

La plupart des résultats obtenus sont consignés sur des cartes de

(4) MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DE LA RECONSTRUCTION, Administration de l'urbanisme, *Atlas du Survey National*, pl. 57.

la province de Liège, subdivisées par communes (5). La diversité des couleurs rendait compte des densités, moyennes et dispersions établies. La technique cartographique exprime non seulement des résultats globaux mais fait aussi apparaître immédiatement la singularité de telle commune particulière ou de tel ensemble.

En résumé, les diverses méthodes utilisées ont été par ordre d'importance :

- 1) *le calcul des moyennes* (à défaut d'analyse de distributions complètes, absentes de la majorité des recensements)
- 2) *la cartographie* (moins fastidieux pour l'auditeur et plus immédiatement explicite que les séries chiffrées)
- 3) *la comparaison des données et des calculs* en des temps différents (t et t').

Les résultats

Pour l'année 1834, la statistique territoriale du Royaume de Belgique (6), entreprise sous la direction du baron d'Huart, recensait les communes où les bâtiments destinés exclusivement à un usage industriel étaient supérieurs à 100 : Liège et Verviers. C'est un premier indice de l'évolution de ces communes vers l'industrialisation.

Le thème du colloque se référant plus précisément au logement ouvrier, l'accent fut mis sur la situation des deux villes qui paraissent monopoliser l'industrie. Présument de leur extension, on s'intéressa également à quelques autres qui les jouxtent : Seraing, Ougrée, Ans et Glain contigües à Liège; Ensival et Dison en bordure de Verviers. On retint la ville de Huy pour sa position intermédiaire dans les séries statistiques. Enfin les communes rurales de Bra et de Burdinne (7), distinguées dans un but purement didactique — elles constituent en fait des cas extrêmes — servirent à démasquer les variations maximales des conditions du logement dans une même province.

(5) Ces cartes qui furent distribuées aux participants du colloque annuel d'archéologie industrielle du 30/11/1975, ne peuvent malheureusement être reproduites pour des raisons techniques. Pour que le lecteur puisse néanmoins localiser les "données", une carte des communes de la province est reproduite en annexe.

(6) D'HUART, *Statistique territoriale du royaume de Belgique*, Bruxelles, 1839.

(7) Ces 2 communes ne représentent en rien ce que l'on pourrait appeler des cas "typiques" de l'habitat rural.

En 1846, le nombre moyen d'habitants par maison atteint ses maxima dans les communes de Verviers (11,84), Ensival (9,29), Dison (9,21) et Liège (8,03); il est égal à 6,76 à Seraing; 6,07 à Ougrée, 5,86 à Huy; 5,06 à Burdinne; 4,88 à Ans et Glain et à 4,85 à Bra. Le nombre moyen de ménages ou de logements par maison dépasse 2 à Verviers et Ensival, oscille entre 1,8 et 2 à Liège et Dison, se stabilise à 1,21 à Huy, avoisine l'unité à Seraing et Ougrée pour y être égal à Burdinne et à Bra.

D'un point de vue global, la moyenne des ménages par maison se maintient au-dessus de 1 pour la quasi-totalité de l'arrondissement de Verviers et la moitié des communes situées le long de la Meuse en amont de Liège, elle est égale ou inférieure à l'unité pour la plupart des autres localités. Ces résultats donneraient à supposer que la situation du logement est loin d'être aussi déplorable que ne le laissent entendre les auteurs d'enquêtes si l'on ne connaissait, à la même date, le nombre moyen de pièces par logements qui supérieur à 3 et plus dans le Condroz y est inférieur dans le Nord et le centre de la province. Si les habitants de Bra et Burdinne jouissent de plus de 5 pièces par logement, ceux de Ans et Glain, par exemple, ne disposent en moyenne que de 1,37 pièces par ménage. La carte montre plus spécialement la situation défavorable de l'arrondissement de Liège et plus encore d'une zone située au Nord, Nord-Ouest de cette même ville (8). Contrairement aux idées reçues, le logement n'est donc pas uniformément meilleur à la campagne ce qui permet de comprendre, en partie, l'acceptation par les migrants ruraux des conditions de surpeuplement rencontrées dans les villes. Le nombre moyen de pièces par habitant corrobore évidemment, dans la mesure où les habitations unifamiliales sont prédominantes, les affirmations précédentes. Il souligne à nouveau le surpeuplement des communes situées dans la zone décrite antérieurement. Ainsi les habitants de Ans et Glain disposent de 0,29 pièce par habitant, ceux de Seraing, Ensival, Dison sont à peine mieux lotis (respectivement 0,40; 0,42;

(8) Cette zone qui a la forme d'une frange comprend les communes de Haccourt, Heure-Le-Romain, Hermée... Elle descend du Nord à l'ouest de Liège par les communes de Ans, Glain, Grâce-Berleur, Mons... puis remonte vers le Nord-Ouest de la province par Roloux, Momalle, Hodeige etc. pour s'interrompre et s'achever en fin de compte dans les communes de la pointe Nord de l'arrondissement de Waremme. (Voir carte en annexe).

0,44). A Verviers et Liège les moyennes s'élèvent à 0,58 et 0,68 tandis qu'elles atteignent 1,08 à Burdinne et 1,15 à Bra. La *proportion de ménages* dont le logement se résume en *une seule pièce* est minimum à Burdinne 0,53% et maximum à Ans et Glain 62,51%; elle s'établit à 41,66% à Liège et à 46,29% à Verviers. *L'importance des ménages occupant 3 pièces et plus* se retrouve évidemment en raison inverse des proportions distinguées par la catégorie précédente (15,19% à Ans, 38,19% à Liège mais 90,37% à Burdinne).

Si l'on s'attache plus directement à l'architecture des habitations, il apparaît immédiatement que les maisons comptant *plus d'un étage* se concentrent dans les communes "urbanisées" : Verviers (56%), Liège (38,5%); Dison (32%); le pourcentage chute à 10% à Huy pour être insignifiant à Seraing (1,7%), Ougrée (0,6%), Ans et Glain (2,04%). Il est nul à Burdinne (0%) mais excède 12% à Bra ce qui semblerait indiquer qu'interviennent dans le mode de construction des considérations de relief (9). Si la proportion des *maisons à un étage* est élevée à Liège (45%); Bra (72%); Huy (59,5%); Ensival (65%) et Dison (61%), elle décline jusqu'aux alentours de 20% à Ougrée, à Ans et Glain et s'affaiblit jusqu'à 14,6% à Seraing et 6,5% à Burdinne.

60 à 80% des maisons situées dans l'arrondissement de Verviers possèdent un étage tandis que 80 à 100% des habitations occupant les arrondissements de Huy et Waremme, l'Ouest et le Nord de l'arrondissement de Liège, ne comptent qu'un *rez-de-chaussée*.

Que conclure de cette description du logement en 1846 à l'aide des indices retenus ?

En premier lieu, ces derniers ne sont pas assez nombreux. Des calculs de surface (dimensions des logements, des pièces, m²/habitant, m²/par ménage...), de densité (taille des ménages, nombre d'enfants...) seraient nécessaires pour une évaluation plus précise du surpeuplement.

Soulignons à cet égard la similitude entre les communes de Ans et Bra qui se dégagent des premiers calculs (habitants et ménages par maison) alors qu'en fin d'analyse et en fonction plus spécialement du nombre de pièces par habitant, il apparaît que ces communes diffèrent profondément. Il serait aussi opportun de se référer à d'autres

(9) En fonction de ces données l'archéologue est obligé de rendre raison de l'existence d'un groupe de maisons de plus d'un étage dans la région de Waremme où l'immense majorité des maisons n'a pas d'étage.

sources qui permettent de faire intervenir la qualité de l'habitat (le matériau de construction par exemple), le surpeuplement ne découlant pas uniquement de la quantité des logements et des habitants en présence.

En second lieu, il faut remarquer la présence attendue des agglomérations liégeoise et principalement verviétoise à la tête des communes "surpeuplées". C'est une confirmation. La situation défavorable des localités comprises dans la frange qui se déroule au Nord-Ouest de Liège est inattendue dans son intensité et n'est pas explicable dans l'état actuel de la recherche.

Enfin, on soulignera les ruptures qui interviennent en ce qui concerne le nombre d'étages de habitations. Une première discontinuité apparaît entre villes et zones rurales. Il en est une deuxième, plus étonnante, entre l'Est et les autres campagnes de la province. Faut-il y voir l'influence du relief, l'une ou l'autre cause économique, la nature des matériaux utilisés, la conjonction de ces trois facteurs ? C'est une question actuellement sans réponse.

Pour évaluer les transformations du logement au cours du temps, on peut s'attacher tout d'abord à la variation du *nombre moyen de ménages par maison* (10) entre 1846 et 1910, principalement dans les localités industrielles qui s'élargissent aux communes voisines en voie d'urbanisation. Liège passe de 1,84 à 2,09 ménages par maison, Dison de 1,9 à 2,4; Seraing de 1,02 à 1,4 etc. Par contre la moyenne décline à Huy (1,21 à 1,09) et Verviers (2,87 à 2,62).

On signalera ensuite la diminution du *nombre moyen d'habitants par maison* dans la quasi-totalité des communes. La conclusion de ces tendances s'énonce d'elle-même : en même temps que les maisons se multiplient, la taille des ménages se réduit. Le phénomène est manifeste pour toute la province.

Comparé à celui de 1846, l'indice, constitué par le *nombre moyen de ménages par pièce*, de 1910, révèle une baisse du surpeuplement. Plus de 40% des ménages liégeois et verviétois ne disposaient que d'une seule pièce en 1846; en 1910 la proportion est tombée à 30,5% à Liège, à 16,7% à Verviers. Dans ces mêmes communes, la proportion des *ménages occupant 3 pièces et +* passent respectivement de 30 à 39% et de - de 40 à 58,5%. On sait par ailleurs que la taille des ménages se réduit et que la situation des deux villes est dé-

(10) La notion d'appartement se substitue à celle de maison au niveau du logement des familles.

favorable par rapport aux autres communes de la province. On doit en conclure à une amélioration des conditions de logement par rapport à 1846.

La comparaison entre 1846 et 1910, du *nombre absolu des maisons* laisse apparaître une concentration évidente de l'habitat dans la région liégeoise. Le nombre d'habitations inférieur à 2.000 en 1846 pour Seraing et Herstal monte jusqu'à plus de 5.000 en 1910. L'augmentation des constructions est d'ailleurs générale pour la province mais dans de moindres proportions.

Nos propres observations corroborent d'ailleurs celles émises par de St. Moulin pour la commune de Seraing : "Sous tous les points de vue envisagés, nous avons d'abord distingué une période sombre, jusque 1855 environ, où l'insuffisance des logements en nombre est criante et où leur qualité est très médiocre... La pauvreté des habitations est sans doute inhérente aux difficultés entraînées par un développement trop rapide, plus immédiatement, elle tient aux conditions de travail qui étaient imposées aux salariés..."

La période suivante, de 1856 à 1876, nous est apparue à une phase d'équilibre entre les salaires, la démographie et les constructions. On construit en moyenne une nouvelle habitation pour cinq nouveaux habitants et, sauf à la fin de la période, selon un mouvement qui répond très étroitement aux fluctuations des salaires et du niveau de l'emploi.

En 1876, plusieurs renversements s'opèrent, à l'occasion de la crise économique. L'accroissement de la population s'amortit progressivement, le nombre de nouvelles constructions, malgré le saut à un palier supérieur en 1891, a tendance à diminuer jusqu'en 1914... Au point de vue de la qualité des logements, après le recul léger des années de crise, c'est au contraire le début d'une amélioration qui élimine pratiquement les deux dernières catégories depuis 1908" (11).

Pour mieux se rendre compte du surpeuplement, effectuons un saut dans le temps, jusqu'en 1961, et montrons combien la situation du logement en 1846 ne laissait d'être inquiétante. A titre d'indication, on comparera simplement le *nombre moyen de pièces par habitant* entre ces deux années, l'indice étant fiable.

(11) L. DE SAINT-MOULIN, *La construction et la propriété des maisons expressions des structures sociales à Seraing depuis le début du XIXe siècle*, Pro Civitate. Collection histoire, Série in 8^o, no. 21, 1969, pp. 141-142.

Egal à 0,68, ce nombre moyen de pièces s'accroît jusqu'à plus de 1,5 à Liège. Plus sensible encore dans les autres communes prises comme exemple, l'accroissement égale 0,9 à Huy, Seraing, Ougrée et Glain; 1,1 à Verviers et Ensival. Dans la frange composée des communes particulièrement mal loties, l'écart positif avoisine l'unité. Cette zone s'est d'ailleurs désagrégée en 1961, bien que les communes qui la composent n'aient pu résorber complètement les déficiences accumulées en 1846.

Les proportions des maisons évaluées d'après le *nombre d'étages* ont fortement varié entre 1846 et 1961. A cette dernière date, il n'existe pratiquement plus d'habitations composées d'un seul rez-de-chaussée. De ce point de vue, l'apparition de nouvelles techniques (outils et technologie), de nouveaux matériaux de construction (béton) ou de nouveaux rapports économiques de production (apparition de sociétés de construction, d'entrepreneurs capitalistes, valeur des terrains, spéculation foncière...) a estompé, voire annulé, la différence qui existait entre l'arrondissement de Verviers et le reste de la province, au profit d'une différenciation plus prononcée entre les zones urbaines et rurales.

Les cartes dressées à partir des données de 1846 et 1961 obligent à prendre conscience de la mutation totale du paysage, intervenue en un siècle. Si elle doit être attribuée dans la majorité des cas aux nouvelles constructions, elle doit l'être aussi à l'aménagement des maisons anciennes que les travailleurs, grâce à un réseau serré de transports en commun, ont pu ne pas quitter.

Pour clore l'énoncé des résultats, on examinera un indice qui devrait intéresser, de prime abord, l'archéologie industrielle : les *nombres absolus* et les *pourcentages de maisons construites avant 1919*.

Les chiffres sont éloquentes. A Liège, Verviers, Dison et Huy, 72%, 76%, 70% et 71% des habitations encore occupées en 1961, furent érigées avant 1919. Le pourcentage grimpe à 90% à Burdinne et n'est inférieur à 50%, dans notre échantillon, que pour la seule commune d'Ougrée (46%). Dans les arrondissements de Huy et Waremme, les pourcentages sont les plus élevés (80 à 90%). Ils sont les plus faibles dans l'agglomération de Liège (entre 25 et 60%), à l'exception de la ville elle-même. On peut voir dans ces résultats la précarité des conditions de logement, entre 1846 et 1910, dans la région liégeoise, précarité due tant à la croissance démographique qu'à l'état du capital immobilier, qui a nécessité la rénovation de l'habitat.

Si l'on compare le chiffre absolu de maisons en 1910 à celui des maisons construites avant 1919, pour chaque commune, on ne peut manquer d'être surpris par leur étonnante similitude. On verra dans l'étrange ressemblance des résultats, la stagnation relative du patrimoine immobilier qui se renouvelle lentement ainsi que l'absence de nouveaux foyers de concentration de population, Liège et, dans une moindre mesure, Verviers restant les pôles d'attraction principaux.

CONCLUSION

Les statistiques belges ne sont pas parfaites : certaines définitions se recoupent d'un recensement à l'autre sans toujours porter sur le même objet; les données sont agrégées et limitent les possibilités de mesure à des calculs de moyenne ou de dispersion, les agglomérats chiffrés que procurent les sources officielles interdisent une cartographie précise qui montrerait des ensembles sociologiquement plus pertinents que la commune (les villages, les hameaux ou les quartiers par exemple). D'autre part, la moyenne introduit souvent un biais dans la description qu'elle prétend apporter. Les taux de 10 habitants par maison à Bruxelles et de 6,5 à Liège en 1910 n'ont guère de signification s'ils ne sont précisés par des informations relatives aux dimensions et à la qualité des habitations.

Si l'objectif premier d'un projet est d'assurer la comparabilité des informations sur une longue période, il n'est pourtant ni d'autres sources, ni d'autres méthodes. Les remèdes aux déficiences "statistiques" ne font d'ailleurs pas défaut : trouver un dénominateur commun à la diversité des définitions ne relève pas de l'utopie, le calcul des marges d'erreur, qui dépend de la dispersion et de la quantité d'observations, estime et atténue les carences des sources, les moyennes se corrigent mutuellement... Il n'en demeure pas moins une incertitude quant à l'absolue efficacité de la méthode. Voilà pourquoi, l'analyse de petits ensembles bien connus (le Val Saint-Lambert, Bois-du-Luc) qui corroborerait, infirmerait, et principalement, préciserait les observations statistiques, serait très utile.

En contrepartie, la méthode statistique fournirait une interprétation sérielle (du nombre d'usines, de la surface qu'elles occupent...)

qui affranchit, autant que possible, du biais introduit par l'observation isolée. Les maisons ou les monuments qui traversent les âges sont, a fortiori, les plus résistants. Construits par ceux qui disposaient des moyens suffisant à leur exécution, ils sont aussi l'exception. Il importe donc de pouvoir les restituer dans un contexte; il convient, autrement dit, d'établir des normes. Jointes à une étude de petits ensembles, celles-ci permettraient les extrapolations et, par conséquent, combleraient le vide, dû tant à la généralité des descriptions statistiques qu'à la singularité de l'observation archéologique.

L'ambition première du "Dictionnaire statistique" est à l'heure actuelle de dénombrer, d'investiger, bref de saisir toutes les occasions qui permettent de mieux connaître les communes. L'échantillonnage est impraticable puisque l'on ne connaît rien de la population mère.

C'est un peu la démonstration de la nécessité du travail entrepris, c'est plus encore celle de l'opportunité d'une collaboration entre méthodes et disciplines différentes.

"Colloque Annuel d'Archéologie Industrielle"
le 30 novembre 1975

Communication : R. Doutrelepon, Université de Liège,
3, place Cockerill, 4000 Liège

BIBLIOGRAPHIE

- ADMINISTRATION COMMUNALE DE LIEGE, *La région liégeoise. Démographie. Logement. Industrie et Commerce. L'évolution depuis 1846 et les données du recensement général de 1947*, Liège, 1951.
- ARRETE ROYAL 6-VII-1912, instituant une commission pour l'étude des réformes à préconiser en matière d'habitation à bon marché.
- M. CAPITAINE, "Rapport adressé à l'administration communale de la ville de Liège par le comité de salut public sur les moyens d'améliorer le régime alimentaire des ouvriers". *Congrès d'hygiène publique de Bruxelles*, 1852, Annexe XV, pp. 433-443.
- S.D. CHAPMAN, *The history of working-class housing*. A Symposium. Ed. by S.D. Chapman. David and Charles Newton Abbot 1971.
- J. DAUBY, *De l'amélioration de la condition des classes laborieuses et des classes pauvres en Belgique au point de vue moral, intellectuel et physique*. Mayolez et Guillaumin, Bruxelles-Paris, 1885, 375 p.
- L. DE SAINTMOULIN, *La construction et la propriété des maisons expressions des structures sociales à Seraing depuis le début du XIX siècle*, Pro Civitate, Collection histoire, Série in 8^o, no. 21, 1969.
- F. DUSSART, "La densité des maisons dans l'agglomération liégeoise". *Bulletin de la Société Belge d'Etudes géographiques*, t. XX, 1951, pp. 223-231.
- E. GAULDIE, *Cruel habitations. A history of working-class housing 1780-1918*. George Allen and Unwin Ltd. London, 1974.
- E. HELIN, *Le paysage urbain de Liège avant la révolution industrielle*. Editions de la commission communale de l'histoire de l'ancien pays de Liège, Documents et Mémoires, Fascicule IV, Liège, 1963.
- E. MAHAIM, *Enquête sur la situation hygiénique des habitations ouvrières dans les communes d'Angleur, Grivegnée, Bressoux et Jupille*. Rapport au Comité de patronage des habitations ouvrières, Liège, 1904.
- J.P. PANNEL, *The techniques of industrial archaeology*. David and Charles : Newton Abbot, 1966.
- B.S. ROWNTREE, *Comment diminuer la misère*, Etudes sur la Belgique. V. Giard et E. Brière, Ed., Paris Ve.
- H. DERoyer DE DOUR, *Les habitations ouvrières en Belgique*, Société Belge de librairie, Bruxelles, 314 p.
- D.M. SMITH, *The Industrial Archaeology of the east Midlands*, David and Charles : Dawlish Macdonald, London, 1965.

ANNEXE

RESULTATS POUR QUELQUES COMMUNES PRISES A TITRE D'EXEMPLE

RESULTATS PAR RECENSEMENT	COMMUNES										
		Liège	Verviers	Seraing	Huy	Ans et Glain	Ougrée	Dison	Ensival	Burdinne	Bra
Maisons habitées (1)	1846	9,454	1,972	1.559	1.512	080	476	624	351	187	205
Habitants/maisons	1846	8,03	11,84	6,76	5,86	4,88	6,07	9,21	9,29	5,06	4,85
Ménages/maisons	1846	1,84	2,87	1,02	1,21	1,04	1,08	1,90	2,07	1,00	1,00
Pièces/logements	1846	3,00	2,37	2,63	3,77	1,37	2,94	2,16	1,88	5,50	5,60
Pièces/habitants	1846	0,68	0,57	0,40	0,78	0,29	0,52	0,44	0,42	1,08	1,15
% ménages/logement 1 pièce	1846	41,66	46,29	14,53	20,75	62,51	7,77	43,35	57,81	0,53	1,95
% ménages/3 pièces et +	1846	38,19	25,04	35,41	58,50	15,19	42,23	26,43	17,53	90,73	92,20
% maisons à + d'1 étage	1846	38,53	55,98	1,73	10,25	2,04	0,63	32,37	20,23	0,00	12,20
% maisons à 1 étage	1846	45,26	38,49	14,62	59,59	22,68	24,79	61,38	65,24	6,42	71,71
% maisons à 1 Rez-de-chaussée	1846	16,20	5,53	83,64	30,16	75,28	74,58	6,25	14,53	93,58	16,10
ménages/maison	1910	2,09	2,62	1,39	1,09	1,20	1,33	2,40	2,46	0,98	0,93
% habitant/1 seule pièce	1910	30,53	16,74	9,40	4,08	non re- censé en 1910	14,90	10,20	non recensé en 1910		
Nombre maisons particulières (2)	1910	24.844	5.600	7.990	3.555	3.043	3.552	1.397	858	237	221
Nbre moyen log ^{mt} /bâtiment	1947	2,24	2,31	1,43	1,13	1,56	1,46	2,13	1,86	1,08	1,09
Maisons construites avant 1919 (3)	1961	21.229	5.225	7.568	2.977	2.720	2.839	1.236	872	200	158
% maisons construites avant 1919	1961	72,23	76,15	59,44	71,77	50,04	46,25	70,27	68,45	90,50	80,61

(1) Recensement général. Population au 31/12/1846, pp. 107-131, Bruxelles 1849.

(2) Recensement général. Population au 31/12/1912, Tome II, pp. 95-115, Bruxelles 1912.

(3) Recensement général. Population au 31/12/1961, Tome II,2, pp. 68-81, Bruxelles 1963.

DE HUISVESTING IN DE PROVINCIE LUIK

VANUIT STATISTISCH OOGPUNT

BESCHOUWD

door

René DOUTRELEPONT

SAMENVATTING

Het artikel gaat uit van twee werkhypotheses. De eerste veronderstelt een woningnood in Wallonië in de loop van de 19de eeuw, de tweede vertrekt vanuit een eventueel verschil tussen de stads- en plattelandswoningen voor wat bezetting en afmeting betreft. Die veronderstellingen vormen de aanleiding tot een statistische beschrijving van de woonomstandigheden in enkele gemeenten van de provincie Luik tussen 1846 en 1961.

De uiteenzetting, die tijdens het colloquium over industriële archeologie van Brussel in 1975 werd voorgebracht, gelijkt in zijn eerste deel erg op een pleidooi. Er wordt sterk de nadruk gelegd op de noodzaak om binnen het domein van de industriële archeologie ook kwantitatieve methoden aan te wenden. Enkel de resultaten, zo wordt gesteld, die door het aanwenden van die werkwijze bekomen worden, zijn van aard een geldige context te bieden aan de inlichtingen die langs meer kwalitatieve weg zouden zijn ingewonnen. Beide werkwijzen vullen elkaar aan en de uiteenzetting legt er zich op toe die duidelijk aan te tonen.

Het tweede deel van het artikel geeft allereerst een nauwkeurige omschrijving van de beschikbare en bruikbare bronnen voor een statistische beschrijving van de huisvesting. De keuze en het gebruik van de bronnen worden inderdaad beperkt van zodra men er zich werkhypothetisch toe verbonden heeft over langere termijn vergelijkbare gegevens aan te wenden. Een beschrijving van de huisvestingssituatie tijdens meer dan honderd jaar ontsnapt niet aan die beperkingen.

Wat er ook van zij, eenmaal de gekwantificeerde gegevens samengebracht, kan men duidelijk de overbevolking van de provincie in 1846 waarnemen. Zo worden verscheidene gemeenten als voorbeeld aangehaald en met behulp van statistische indices beschreven, en hoewel deze laatste geen gedetailleerde beschrijving toelaten, vullen ze elkaar toch in voldoende mate aan om tot een betrouwbaar en algemeen beeld van de situatie te komen. Men slaagt er op deze wijze in de zones van overbevolking aan te wijzen en de verschillen tussen de geografische ruimten, stads- en plattelandsgebieden enz. nauwkeuriger te omschrijven. De indices laten ook vergelijkingen doorheen de tijd toe, hetzij tussen gemeenten of regio's onderling, hetzij meer algemeen op provinciaal niveau. De 19de-eeuwse bevolkingssituatie komt overigens maar duidelijk naar voor wanneer ze vergeleken wordt met b.v. die van 1961.

Het beschrijvend gedeelte van het artikel besluit met de opgave van de huizen gebouwd vóór 1919 en nog bewoond in 1961. De auteur getuigt tegelijk van de barre huisvestingsomstandigheden tussen 1846 en 1910, meer bepaald

in de streek van Luik, en van de betrekkelijke stagnering in de ontwikkeling van het onroerend patrimonium voor wat het geheel van de provincie betreft.

Bij wijze van besluit wordt dan nog eens de nadruk gelegd op de complementariteit van de kwalitatieve en kwantitatieve methode, een aanvulling die als noodzaak voor iedere verwerving van wetenschappelijke kennis wordt gesteld.

HOUSING IN THE PROVINCE OF LIEGE

IN THE LIGHT OF STATISTICS

by

René DOUTRELEPONT

SUMMARY

The article is based on two working-hypotheses. The former presumes a housing-crisis in Wallonia in the course of the 19th century, the latter postulates a possible difference between town and country dwellings with regard to their dimensions and habitation. These hypotheses justify a "statistical" description of the housing conditions in some municipalities in the province of Liège from 1846 to 1961.

As it was presented at the symposium on industrial archaeology held in Brussels in 1975, the paper was, in its first part, related to a plea. It mainly urges the necessity of using quantitative methods in the domain of industrial archaeology. In essence it claims that only the results obtained by such methods are capable of presenting a context to information obtained in a more qualitative way. The methods are complementary and the paper undertakes to demonstrate this.

The second part of the article first of all specifies the sources available and useful for a "statistical" description of the dwellings. In fact, the choice and utilization of the sources are limited since the necessity of having the disposal of comparable information over a long period was made a requirement from the start. The description of the housing situation over more than a century does not escape those same restrictions.

At all events, correlating the different quantified data gives an idea of the overcrowding of the province in 1846. Several municipalities, taken by way of examples, are thus described by means of statistical indications, which, even though they do not permit of a refined description, complement and correct each other in order to create a reliable and general picture of the situation. Thus it becomes possible to isolate the overcrowded zones, to determine the differences between geographic regions, between urban and rural districts.

The indications also permit of comparisons in time, either municipality by municipality, region by region, or, in a more general way, for the province

itself. Moreover, the population-situation as it was in the 19th century appears in its full extent only when it is related, for example, to the situation of 1961.

The descriptive part of the article ends with an account of the number of houses built before 1919 and still inhabited in 1961.

The writer shows both the precariousness of the dwelling-conditions between 1846 and 1910, particularly in the Liège region, and the relative stagnation of the housing-stock in the whole of the province.

By way of conclusion the article again emphasizes the complementarity of the so-called qualitative and quantitative methods, indispensable for the production of scientific knowledge.